

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 23 avril 2012

Imposons par les luttes ce que les élections n'apporteront pas

Comme prévu, ce sont Sarkozy et Hollande qui vont s'affronter au 2ème tour... S'affronter surtout pour savoir lequel sera le futur pensionnaire de l'Elysée. Car sinon, ces deux-là se rejoignent sur l'essentiel. Tous deux sont d'accord, face à la crise pour dire qu'il va bien falloir payer la dette, et l'un comme l'autre ont l'intention de nous présenter l'addition.

Sarkozy, n'espère plus faire illusion et tente seulement de grappiller quelques voix à l'extrême-droite en flattant les préjugés anti-immigrés. François Hollande ne compte que sur le rejet de Sarkozy pour se faire élire. Interrogé sur la hausse du SMIC, il a seulement promis de « réunir les partenaires sociaux » pour en discuter, pas de l'augmenter. Le retour à la retraite à 60 ans pleine et entière, après 37 ans ½ de cotisation ? Il n'en est pas question. Il a bien parlé de créer 60 000 postes dans l'Education (ce qui ne compenserait même pas ceux supprimés ces dix dernières années), mais par un « redéploiement » au sein de la fonction publique, c'est-à-dire sans embauches. Même les dépassements d'honoraires indécents pratiqués par certains médecins, qui remettent en cause l'accès à la santé, Hollande ne veut pas les supprimer, mais uniquement les « encadrer ».

Pas question, ni pour lui ni pour Sarkozy, de s'en prendre aux profits de la bourgeoisie. Hollande s'est même employé à « rassurer les marchés ». Pourtant aucune crainte que les gros actionnaires le prennent pour un « partageux » ! Selon un article paru dans «Capital», un tiers des patrons d'entreprises du CAC 40 lui seraient favorables.

Lors de ce premier tour, c'est malheureusement l'extrême droite, avec Marine Le Pen, qui a rassemblé le plus de suffrages protestataires. Sans doute certains travailleurs lui ont donné leur voix par hostilité à Sarkozy et pas seulement par préjugés anti-immigrés. Mais si Le Pen parvenait un jour au pouvoir, ils verraient alors que sa politique est dirigée contre toute la classe ouvrière. Par son discours anti-immigrés, les Le Pen ne visent qu'à dresser une partie des salariés contre une autre, pour le plus grand profit des patrons. Jamais d'ailleurs le FN n'a soutenu nos luttes pour l'emploi, les retraites ou les salaires.

Le 6 mai, lors du deuxième tour, on ne pourra faire aucun « vote utile », même si la grande majorité des

travailleurs souhaitent se débarrasser de Sarkozy. Un souhait que nous partageons. Personne ne regrettera son arrogance contre les plus modestes et les largesses distribuées aux plus riches. Alors, oui, qu'il « se casse » ! Mais l'important serait que « se casse » avec lui sa politique... ce qui n'a guère de chance s'il est remplacé par Hollande.

Ne faisons confiance qu'en nos luttes.

Hollande président, est-ce que cela changera quelque chose pour nous ? Alors qu'il ne compte même pas revenir sur les mesures les plus impopulaires prises par la droite ?

Avec l'un ou avec l'autre il n'y aura de coup d'arrêt à la politique d'austérité que si nous les y contraignons. Quel que soit le nom qui sortira des urnes le 6 mai, les travailleurs n'emporteront une victoire qu'en imposant par une lutte d'ensemble leurs revendications les plus urgentes :

- l'interdiction des licenciements, avec la répartition du travail entre tous sans perte de salaire
- l'augmentation générale des salaires, retraites et indemnités de chômage de 300 euros mensuels et leur indexation automatique sur la hausse des prix
- pas un revenu inférieur à 1700 euros nets

Les voix obtenues par l'extrême-gauche, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, et sans doute aussi une bonne partie de celles qui se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon, montrent l'existence d'un courant radicalement opposé à Sarkozy mais sans faire confiance à la gauche gouvernementale.

Un courant, certes minoritaire dans les urnes, mais décisif dans les mobilisations militantes, qui comptera demain pour préparer la contre offensive du monde du travail.

Car la force des travailleurs n'est pas dans les isolements mais dans leurs luttes collectives.

Virer plus pour gagner plus

Lors du dernier amphi cadre DCTC, la direction a confirmé une baisse drastique des effectifs : plus de 500 postes supprimés en CDI et plus de 600 chez les prestataires.

500 de moins chez les inscrits, c'est ce qui était annoncé à l'automne dernier, pour toute la DRD, dans le plan dit de performance PSA. Ce qui en dit long sur les ambitions de PSA en matière de suppression de postes. Quand aux prestas leur nombre serait divisé par plus de trois pour finir sous la barre des 300.

Ça fait donc 1 100 bonnes raisons de s'opposer à cette véritable attaque contre nos emplois.

Risques psychosociaux ? Créés par des schizophrènes !

Vu la brutalité des manœuvres sur les budgets, avec des arrêts de projet DCT et HY, des collègues se retrouvent sans job attiré tandis que d'autres, reprenant par exemple le boulot des prestataires, croulent sous la charge.

La direction prédit l'explosion de ce qu'elle appelle les « risques psychosociaux ». Pour elle, il ne faudrait « laisser personne sur le bord de la route ».

Mais à tous, y compris ceux dont les métiers ne sont pas « sensibles », les chefs ont pour consigne de détailler les mesures de départ et que les carrières hors de PSA sont une bonne option. En clair, elle appuie sur la détente et fait mine d'espérer que les chefs ne mettront que des balles à blanc.

Le meilleur moyen que personne ne soit laissé pour mort sur le bord de la route, c'est d'organiser une riposte tous ensemble, pour refuser en bloc les pressions au départ et les charges de travail.

Discours nauséabond

Dans le Flash SMST N°3 de mars, la bible de la sécurité selon saint patron, la direction nous fait l'article sur ses engagements dans le domaine du risque chimique. Dans ces versets c'est bien sûr le salarié qui est tout désigné comme fautif en cas d'incident. Eh oui il faudrait qu'il connaisse la composition des produits qu'il manipule, qu'il porte les protections adéquates, respecte les standards de travail, etc. Ce que ne dit pas cette litanie, c'est comment nous devons nous protéger des odeurs insupportables qui émanent de la pluparts des WC du site. La distribution de masques à gaz n'est pas d'actualité.

Patron qui s'en dédit

Le gourou Varin fraîchement nommé à la tête de PSA, annonçait dans ses Visions : « un groupe indépendant ». Qui s'allie 2 ans plus tard avec GM...

Après des mois de bourrage de crâne pour expliquer que tout va mal à cause des véhicules à faible marge... les projets de haut de gamme sont arrêtés.

La condition de réussite de l'alliance GM PSA est de trouver d'ici septembre, 4 projets communs... Fermer des usines et saccager les équipes de R&D ?

Aux salariés des deux groupes de s'allier dans un projet commun : exiger le maintien des emplois en prenant sur les profits colossaux réalisés sur leur dos (10 milliards sur 10 ans pour PSA).

PSA condamné, suite à un accident mortel

PSA a été condamné à 30 000 € d'amende et 38 000 € de dommages et intérêts pour les proches de la victime d'un accident du travail qui avait coûté la vie à un salarié du site PSA de Mulhouse.

Le 4 mars 2006, Yves Besançon, 49 ans, agent de fabrication expérimenté, s'était retrouvé, lors d'une opération de maintenance, coincé entre le portique et un élément du convoyeur de pièces. Le dispositif de sécurité n'était pas conforme. L'ouvrier travaillait seul. Retrouvé une demi-heure après l'accident, il était décédé le lendemain.

Le cadre qui dirigeait l'usine à l'époque de l'accident a osé affirmer que : « La sécurité est notre priorité numéro un et en aucun cas la productivité n'est prioritaire ». Le procès a prouvé le contraire. C'est la course à la « productivité » et à la rentabilité maximum, les pressions constantes sur les salariés qui sont bien responsables de tels accidents du travail.

La condamnation de PSA est un encouragement à nous battre pour refuser de telles conditions de travail, imposer la sécurité.

Chômage partiel et cadences infernales

Les sites PSA de Rennes, Sochaux et Mulhouse sont soumis ce mois-ci au chômage partiel pour répondre à la politique de réduction des stocks.

PSA affirme : « Les stocks sont le premier poste de consommation de trésorerie » et souligne : « il faut impérativement réduire les coûts ».

C'est encore les salariés qui trinquent en servant de variables d'ajustement. Quand les ventes baissent c'est le chômage partiel, puis quand elles remontent c'est cadences infernales ! A l'opposé des méthodes de flexibilité et productivité c'est le partage du travail entre tous sans augmentation des cadences qu'il faut car notre santé prime sur leur rentabilité !

Intérimaires mais pas sans droits !

Depuis quelques semaines à Sochaux, le renvoi programmé de 350 intérimaires provoque la colère de tous, embauchés et précaires. Les arrêts de travail se sont multipliés et la presse régionale s'est fait l'écho des revendications exprimées lors d'une conférence de presse en présence de nombreux intérimaires : assez de la précarité, du silence qu'il faut garder pour une promesse d'embauche jamais réalisée, du salaire amputé par les journées chômées... et des cadences infernales, qui esquintent la santé de tous. Plus de 1 000 salariés ont signé une pétition pour soutenir ces revendications.

Dans tous les sites, PSA utilise depuis des années les intérimaires comme marge de manœuvre, ce sont nos collègues et ils doivent être embauchés.